



INTÉGRATION DE L'APPROCHE GENRE DANS LES ACCORDS DE PAIX COLOMBIE : UN PROGRÈS EN COURS D'APPLICATION

Contexte

Cette fiche vise au partage d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'intégration du genre. Une première revue documentaire et des entretiens individuels ont permis de repérer une diversité de bonnes pratiques en Colombie. Ces dernières années, le sujet se positionne progressivement dans l'agenda politique local. Cet intérêt est mis en évidence dans l'intégration du genre dans les projets de coopération internationale, dans les politiques publiques et récemment dans les accords de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (FARC-EP).

L'approche genre selon la [politique publique colombienne d'équité des genres pour les femmes](#) de 2012 permet de mettre en évidence les effets différenciés des interventions sociales dans la vie des femmes et hommes. En Colombie, elle s'inspire notamment de la [Déclaration et Programme d'action de Beijing de 1995](#) basé sur le « gender mainstreaming » et s'articule avec le cadre normatif national en particulier avec la loi 1257 de 2008. Un budget a été défini grâce au document de planification stratégique ([CONPES social 161](#)) et plusieurs organismes de l'État sont responsables de sa mise en œuvre. L'intégration du genre permet de rendre efficaces les actions publiques et de reconnaître les droits et l'égalité substantielle des droits.

Le concept de genre selon cette politique est défini comme une construction historique et sociale, une catégorie d'analyse qui permet de comprendre les relations entre femmes et hommes, notamment dans plusieurs champs : symbolique (représentations), concepts normatifs dans les institutions, dans les organisations sociales et dans les identités subjectives. Cette politique publique a été formulée en lien avec diverses plateformes de la société civile, dont les organisations de femmes. L'existence de plusieurs minorités ethniques et sociales en Colombie amène l'approche genre à s'articuler avec l'intersectionnalité, permettant de reconnaître la diversité et les inégalités sociales notamment envers les femmes : afro-colombiennes, indigènes, roms, rurales, en situation de déplacement forcé, en situation de handicap, cheffes de famille monoparentales et avec diverses orientations sexuelles.

L'intégration de l'approche genre dans les accords de paix avec les FARC-EP

Les négociations de paix avec la guérilla des FARC-EP ont été les premières au monde à intégrer explicitement l'approche genre. Elle va au-delà du langage inclusif. Il s'agit d'aborder dans l'accord

de paix les problèmes de fond qui affectent notamment les femmes dans le cadre du conflit armé. Ainsi, « la reconnaissance de l'égalité des droits des hommes et des femmes (...) implique aussi la mise en place de mesures affirmatives et la reconnaissance de la victimisation des femmes à cause du conflit armé ». (p.192 Accords de paix)

Grâce aux actions des organisations de la société civile (OSC), une sous-commission genre a été constituée pendant les négociations. Cette commission a été composée d'une représentante du gouvernement, une représentante des FARC, 10 ex-guérilleras d'autres pays, 16 représentantes des OSC de femmes et LGBTI et 10 expertes colombiennes en violence sexuelle.

Huit axes thématiques sont abordés : 1) Accès égalitaire à la propriété foncière ; 2) Garantie des droits économiques sociaux et culturels des femmes et LGBTI ; 3) Promotion de la participation des femmes dans les espaces de prise de décisions et résolution de conflits ; 4) Mesures de prévention et protection prenant en compte les risques spécifiques des femmes ; 5) Accès à la vérité, à la justice et aux garanties de non répétition ; 6) Reconnaissance publique et non stigmatisation de l'action réalisée par les femmes politiques ; 7) Gestion institutionnelle pour le renforcement des OSC des femmes et mouvements LGBTI ; 8) Systèmes d'information désagrégés.

LE CADRE NORMATIF :

[Politique publique d'équité des genres pour les femmes \(2012\)](#) et la [loi 1257 de 2008 -violences et discriminations envers les femmes](#).

Différences et similitudes avec le modèle français

Entre Colombie et France, la vision de l'approche genre est similaire car elle se concentre sur l'analyse des inégalités femmes-hommes comme outil d'efficacité des interventions et de défense des droits des femmes. Cependant, en Colombie, l'approche genre s'articule systématiquement avec l'intersectionnalité et la mise en place des actions affirmatives pour les minorités et les victimes du conflit armé. Dans le cadre des accords de paix, elle inclut aussi les populations LGBTI.

1 ABC. Approche genre dans les accords de paix. [Oficina del Alto Comisionado para la Paz](#)

INTÉGRATION DU GENRE DANS LES PRATIQUES ORGANISATIONNELLES

Équilibre femmes-hommes au sein des équipes des organisations de solidarité internationale en France et en Colombie

Dans les deux pays, au sein des organisations enquêtées par Coordination SUD dans l'État de lieux de 2016 et par la Confédération Colombienne des ONG (CCONG), dans le rapport de responsabilité et de redevabilité sociale de 2017, la part des femmes dans les équipes salariées représente plus de 60%. Dans le cadre de l'étude menée par Coordination SUD, un débat important s'est imposé parmi les personnes participant aux groupes de discussion compte tenu de la féminisation du secteur associatif. Est-elle un indicateur positif, ou au contraire témoigne-t-elle d'une tendance globale des femmes à se retrouver dans un secteur et des métiers avec des niveaux de rémunération moindres, par rapport aux autres secteurs ?

Équilibre femmes-hommes au sein des conseils d'administration des ONG

Dans les deux pays, au sein des organisations enquêtées par Coordination SUD (2016)⁵ et selon l'article « les femmes dans les CA des ONG » en Colombie de l'organisation Bien humano, les femmes sont encore sous-représentées dans les postes de présidence des conseils d'administration. Un véritable « plafond de verre » persiste. Ce constat démontre que des obstacles personnels et institutionnels continuent de freiner l'accès des femmes aux présidences des ONG.

Le genre comme principe d'engagement des organisations

36% des organisations ayant répondu au questionnaire de Coordination SUD ont reconnu le genre comme une de leurs thématiques de travail et 45% intègrent le genre dans leur projet associatif.

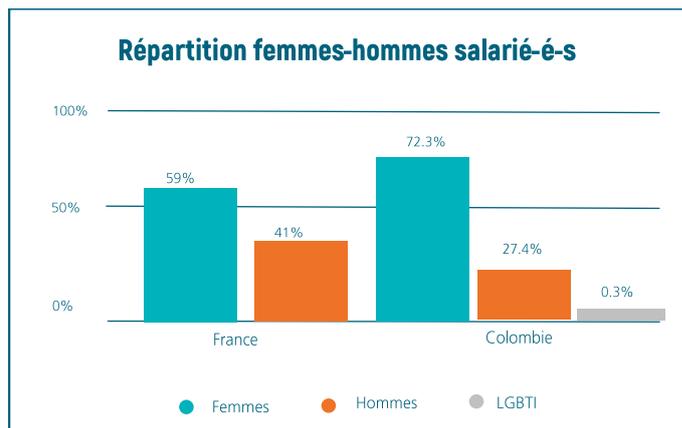
Selon le rapport mentionné ci-dessus de la CCONG, 11,2% des ONG ont contribué directement à l'objectif 5 sur l'égalité de sexes des objectifs de développement durable (ODD).

62,7% des ONG ont intégré le principe concernant l'intégration du genre et la promotion des droits des femmes et des filles des principes d'Istanbul sur l'efficacité du développement des OSC.

Selon l'outil d'éthique « la Norme mondiale de redevabilité pour les OSC », 62,7% des ONG colombiennes souhaitent s'engager dans les prochaines années dans le principe d'équité et d'égalité des genres.



© Coordination SUD



ÉTUDE DE CAS

« Cinq points clé pour un traitement différentiel de la violence sexuelle dans les accords sur la justice transitionnelle dans le processus de Paix »* (PLATEFORME DES OSC)

Cette plateforme a été créée lors de la négociation de paix avec les FARC et elle s'est positionnée comme acteur fondamental pour l'intégration et le suivi de l'approche genre dans les accords de paix.

Cette organisation a plaidé notamment pour la mise en place d'actions juridiques et politiques pour garantir la vérité sur les actes de violence sexuelle dans le conflit armé, la sanction des responsables, la réparation intégrale des victimes et l'adaptation des institutions afin d'éviter l'impunité et garantir la non-répétition.



“ Le rejet de la violence sexuelle dans la guerre doit être un message clair pour toute la société (...) il est indispensable d'aller au-delà de la condamnation médiatique et de passer à la sanction réelle.

Les cinq points clé pour le traitement de la violence sexuelle dans les accords de paix:

Cessez-le-feu : Un engagement immédiat et un communiqué commun du gouvernement et des FARC-EP dans le texte du « cessez-le-feu » sur l'élimination de la violence sexuelle.

Vérité : La création d'une « commission de la vérité » sur la violence sexuelle perpétrée par tous les acteurs du conflit (FARC, paramilitaires, armée).

Justice : impossibilité d'amnistie politique pour les responsables des actes de violence sexuelle.

Réparation : intégrale du préjudice des femmes et des filles, permettant leur participation active.

Non-répétition : réforme de la justice à ce sujet

*Sisma Mujer, Humanas Colombia, Red Nacional de Mujeres et la campagne « No es hora de callar ».

ÉTUDE DE CAS

TALLER ABIERTO-PARTENAIRE DE TERRE DES HOMMES FRANCE

Taller Abierto est une ONG « qui a pour mission de générer et renforcer l'émancipation des femmes et des jeunes dans quatre zones urbaines et rurales de Buenaventura contrôlées par des bandes criminelles »²



Pour les jeunes, il s'agit de renforcer leurs capacités et de promouvoir l'échange via des actions culturelles et sportives. Tout cela, valorisant les identités culturelles et la prévention des violences. Par exemple, plusieurs ateliers ont été organisés avec les jeunes, dont les populations indigènes pour la promotion des « masculinités alternatives », basés sur une approche pédagogique et psychosociale, en lien avec l'approche genre, l'interculturalité et les droits et les principes de l'éducation populaire.

« Avant, nous croyions qu'être homme était seulement une question de pouvoir, de commander, d'avoir plusieurs femmes, de ne pas nous laisser faire, de ne pas avoir peur, de nous imposer avec la force, maintenant nous savons que cela n'est pas comme ça. »



Lors de la visite de Taller Abierto à Coordination SUD en octobre 2017, la représentante de l'association des femmes « Pacifico camino hacia el futuro » a partagé son histoire en lien avec les violences vécues dans le cadre du conflit armé et le rôle de « Taller Abierto » dans le renforcement de capacités des organisations des femmes à Buenaventura.

L'action de Taller Abierto a permis de sensibiliser et former les femmes au cadre juridique colombien pour mieux connaître leur droits, de mettre en place un appui psychologique et juridique des femmes victimes de violences et de réaliser un appui pour l'auto-organisation communautaire et la construction de liens communautaires entre organisations des femmes.



Vidéo Terre des hommes et Taller Abierto sur le projet de lutte contre les violences faites aux femmes à Buenaventura (FR-ESP)

Comité genre des agences de coopération présentes en Colombie

Depuis 2008, une quarantaine d'agences de coopération présentes en Colombie a constitué un group genre « la mesa de género de la cooperación internacional en Colombia ».

Cet espace répond aux engagements des déclarations de Paris, de Busan, et de Beijing et il cherche à coordonner avec efficacité l'intégration du genre dans les interventions et de promouvoir les droits des femmes colombiennes.

ENDA TIERS MONDE/ENDA COLOMBIE-PROJET ALLIANCES ET GENRE POUR UN RECYCLAGE SOLIDAIRE ET INCLUSIF (2016)

En 2016 Enda a mené un projet en Colombie permettant le renforcement de capacités des recycleurs/euses populaires de Bogota dans leur structuration en organisations et dans la lutte pour leurs droits et la reconnaissance de leur travail. Tout cela, afin de contribuer à la politique publique de gestion des déchets de Colombie.

Ce projet a intégré l'approche genre comme un besoin pour mieux prendre en compte la voix des femmes et des hommes dans la formulation d'une politique publique et dans la gestion de déchets. Cette approche a permis :

- La promotion de l'égalité femmes-hommes au sein des organisations de recycleurs/euses et la lutte contre les violences dans la vie des recycleuses;
- Le positionnements du thème dans l'agenda du gouvernement local ;
- La mise en place d'alliances locales pour une formation innovante sur le genre, l'environnement, et développement durable ;
- Le lancement de la politique « Villes sûres pour les femmes »

2. Terre des Hommes, 2017, Rapport intitulé « Colombie, un long chemin vers la paix - Pour le respect des droits des femmes, des jeunes et des enfants à Buenaventura ».

COLOMBIE

DOCUMENTS STRATÉGIQUES POUVOIRS PUBLICS

Alta Consejería para la Equidad de la Mujer, *Politique publique colombienne d'équité des genres pour les femmes*, 2012. [Télécharger](#)

Congrès de la République de Colombie, *loi 1257 de 2008 – sensibilisation, prévention et sanction des formes de violences et des discriminations envers les femmes*. [Télécharger](#)

ORGANISATIONS

Confédération Colombienne des ONG (CCONG), *Rapport de responsabilité et de redevabilité sociale de 2017*, 2017. [Télécharger](#)

Terre des Hommes France, Terre des Hommes Suisse, Taller Abierto, rapport « *Colombie, un long chemin vers la paix - Pour le respect des droits des femmes, des jeunes et des enfants à Buenaventura* », 2017. [Télécharger](#)

FRANCE

DOCUMENTS STRATÉGIQUES POUVOIRS PUBLICS

Agence Française de Développement, *Cadre d'intervention transversal Genre 2014-2017*. [Télécharger](#)

Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, *2^e rapport d'évaluation intermédiaire Genre et développement*, 2016. [Télécharger](#)

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, *Stratégie Genre et développement 2013-2017*. [Télécharger](#).

ORGANISATIONS

Coordination SUD, *Étude État des lieux de l'intégration du Genre dans les organisations françaises de la solidarité internationale*, 2016. [Télécharger](#)

Coordination SUD, *Nos actions pour une intégration du genre dans les politiques françaises de développement*, 2017. [Télécharger](#).